

**Dossier pédagogique remis dans le cadre des
accueils aux audiences correctionnelles au
Tribunal judiciaire de Rennes**



CONTENU

- L'ORGANISATION JURIDICTIONNELLE EN MATIÈRE PÉNALE
- PLAN D'UNE SALLE D'AUDIENCE CORRECTIONNELLE
- DÉROULÉ D'UNE AUDIENCE CORRECTIONNELLE
- PETIT LEXIQUE D'UN PROCÈS PÉNAL
- LES MÉTIERS DE LA JUSTICE
- LIENS UTILES ET RESSOURCES LOCALES

☐ L'ORGANISATION JURIDICTIONNELLE EN MATIÈRE PÉNALE

Les juridictions pénales jugent les personnes physiques ou morales soupçonnées d'avoir commis une infraction (contravention, délit ou crime). Selon la gravité de l'infraction, la juridiction ne sera pas la même.

CONTRAVENTION	DELIT	CRIME
Ex : excès de vitesse	Ex : vol, harcèlement, agression sexuelle	Ex : meurtre, viol
Tribunal de police	Tribunal correctionnel	Cour d'Assises ou Cour criminelle départementale
Punie d'une amende de 38 à 1 500 euros, ou jusqu'à 3 000 euros en cas de récidive, et de certaines peines complémentaires (ex. : suspension du permis de conduire).	Amende à partir de 3 750€ Peine de prison de 10 ans maximum	<ul style="list-style-type: none">● La Cour d'Assises : juge les crimes passibles de la réclusion criminelle jusqu'à la perpétuité. Elle est composée d'un Président, de deux assesseurs magistrats professionnels, et de personnes physiques tirées au sort parmi les citoyens, que l'on nomme les jurés.● Les Cours criminelles Départementales ont été créées (généralisées depuis janvier 2023). Elle est composée uniquement de 5 magistrats professionnels et le temps d'audience est réduit. Elle est compétente pour les crimes punis de 15 ou 20 ans de réclusion (sans récidive).

Chaque personne a droit d'être défendue devant une juridiction pénale. Pour cela, si une personne n'a pas les moyens de se payer un avocat, elle peut demander à la Justice de prendre en charge les honoraires d'un avocat commis d'office par le biais de l'aide juridictionnelle.

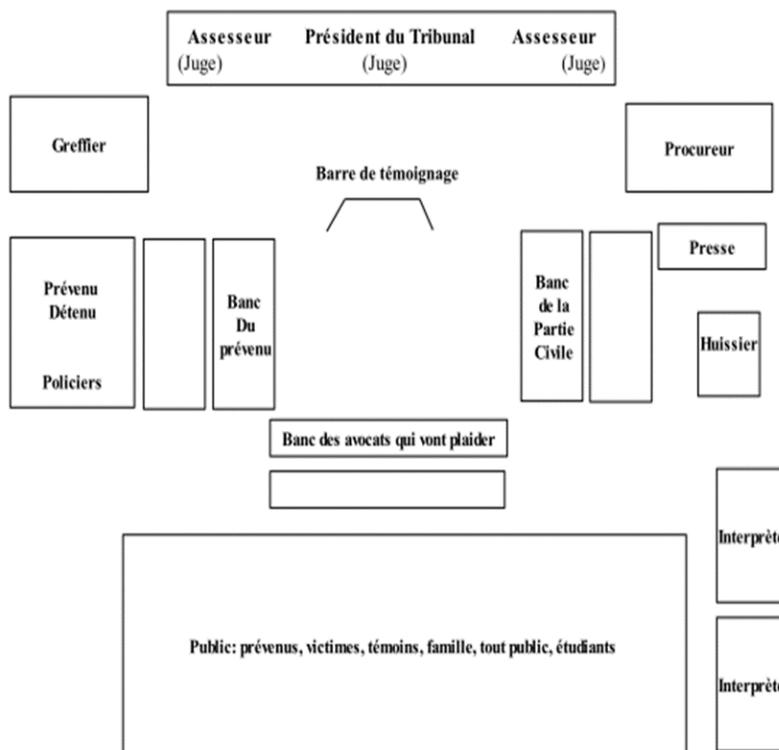


LE SAIS-TU ?

Il existe une justice adaptée aux moins de 18 ans

Des règles particulières s'appliquent : **les tribunaux, les acteurs, les décisions et lieux de privation de liberté sont adaptés**. En plus de protéger et sanctionner, la mission principale de la justice des mineurs est d'**éduquer**.

□ PLAN D'UNE SALLE D'AUDIENCE CORRECTIONNELLE



L'audience correctionnelle se déroule à juge unique ou en collégiale selon la gravité des délits qui vont être jugés. Si l'audience est collégiale, il y a un **président d'audience et deux juges assesseurs**.

Dans la salle d'audience, on trouve aussi :

- **le procureur de la République** : magistrat chargé de défendre les intérêts de la société et de réclamer réparation pour l'atteinte à l'ordre public qui a été commis.
- **le greffier** : il est le garant de la procédure et est chargé de retranscrire les propos des prévenus et victimes lors de l'audience pour qu'ils soient inscrits au dossier.
- **des avocats de la défense et des parties civiles**
- **des témoins et des experts** qui sont appelés à intervenir pour aider le tribunal à prendre sa décision
- **les victimes ou parties civiles** : elles peuvent assister à l'audience pour demander une réparation financière de leur dommage à l'auteur.
- **un huissier audiencier** : chargé d'assurer le bon déroulement de l'audience, il informe les parties des dossiers, et fait l'intermédiaire avec le tribunal.
- **un policier ou des policiers** : peut intervenir pour rétablir l'ordre dans la salle
- **la presse**



LE SAIS-TU ?

Il n'est pas toujours aisé de reconnaître les acteurs les professionnels du droit et de la justice qui ont tous une robe noire

Néanmoins, de petites différences existent :

- **les magistrats** ont une robe noire avec deux bandes en soie noire sur le devant (appelées simarre) et une épitoge sur l'épaule gauche.
- **les avocats** portent la même tenue mais sans la simarre.
- **les greffiers** ont la robe noire sans simarre et sans épitoge.

□ DÉROULÉ D'UNE AUDIENCE PÉNALE

Au cours de l'audience, la personne qui va être jugée a pu être placée en **détention provisoire** pendant l'enquête afin de préserver des preuves ou pour protéger la victime par exemple. La personne sera escortée à l'audience par les forces de l'ordre ou des membres de l'administration pénitentiaire. Les personnes escortées ne sont pas dans la salle mais restent dans le box des accusés avec leur escorte.

La procédure devant le tribunal correctionnel se déroule dans cet ordre :

1. **L'huissier audiencier**, s'il y en a un car ce n'est pas obligatoire pour chaque audience, s'assure que les **avocats** et **parties** soient présents et contribue au bon déroulement du procès.
2. **Le président** vérifie l'identité du prévenu et donne connaissance de l'acte qui saisit le tribunal à savoir les faits qui lui sont reprochés.
3. **Le président** interroge ensuite le prévenu par rapport aux faits.
4. **Le président** peut également poser des questions à la **victime** si elle est présente.
5. Une fois que l'affaire a été entièrement instruite par le tribunal, démarre les **plaidoiries**, d'abord celle de la **partie civile**.
6. Ensuite les **réquisitions du ministère public** : le ministère public représente la société. On parle de réquisition et non de plaidoirie le concernant, puisqu'il va requérir une peine au nom de la société.
7. Vient ensuite la **plaidoirie de l'avocat du prévenu** (si le prévenu a choisi de prendre un avocat)
8. La parole est donnée en dernier au **prévenu**.

La décision peut être rendue immédiatement, on dit alors qu'elle est rendue « sur le siège », ou « mise en délibéré », à une date ultérieure qui est précisée par le président (cela peut être le même jour mais en fin d'audience ou après une suspension d'audience). Le ministère public et le greffier ne participent pas au délibéré mais doivent obligatoirement être présents lorsque le jugement est rendu. L'auteur du délit, comme le procureur de la République, ont la possibilité de faire appel de ce jugement. La partie civile peut également faire appel, sauf si l'auteur a été relaxé et uniquement en ce qui concerne sa demande de dédommagement.

Le tribunal peut prononcer :

- Une peine de prison. Si la peine est inférieure ou égale à 5 années, elle peut être assortie pour tout ou partie du sursis probatoire.
- Une amende.
- Un travail d'intérêt général (TIG).
- Des peines complémentaires : privation ou restriction des droits par exemple.
- Des interdictions de contact, de paraître en certain lieu, de détenir une arme, etc.
- Des dommages-intérêts pour les victimes, s'il a été saisi d'une telle demande.
- La relaxe du prévenu si le tribunal estime que l'infraction n'est pas constituée ou que les preuves de la culpabilité du prévenu sont insuffisantes.



LE SAIS-TU ?

La justice pénale se souvient de tout !

A chaque fois que quelqu'un est puni par le juge, sa condamnation est écrite dans son casier judiciaire où sont répertoriées toutes les sanctions, même les plus anciennes.

Accusé : personne qui a été **mise en examen** pour un **crime** et renvoyée devant une **cour d'assises** pour y être jugée. Ne pas confondre avec un **prévenu** qui est la personne qui passe devant le Tribunal Correctionnel.

Aide juridictionnelle: aide financière accordée par l'État aux personnes qui veulent faire valoir leurs droits en justice et qui disposent de faibles ressources. Les bénéficiaires peuvent être mis en examen, prévenus, accusés, condamnés, parties civiles, témoins assistés, etc.

Amende : **Condamnation** à payer une somme d'argent fixée par la loi au Trésor Public.

Appel : L'appel constitue la voie de recours ordinaire permettant de faire réformer ou annuler par une juridiction de second degré la décision rendue par une juridiction de première instance : la Cour d'appel est ainsi chargée de **juger une seconde** fois le litige.

Arme : Les armes de catégorie **A (A1 et A2)** sont considérées comme du **matériel de guerre** (arme de combat avec munition), les armes de catégorie **B, C et D** sont des armes et munitions non considérées comme du matériel de guerre (arme à feu de **défense**, arme de **chasse**, **arme blanche**,...).

Assesseur : **Magistrat**, professionnel ou non, qui siège à un tribunal ou une cour, **aux côtés** du magistrat qui préside l'**audience**.

Audience : Séance au cours de laquelle une **juridiction** prend connaissance des demandes des parties, **instruit** le procès et **écoute** ce qu'ont à dire les personnes qui y participent : le **procureur**, les **parties**, les **avocats**, les **témoins**, les **experts**.

Avocat : Professionnel du droit qui exerce en libéral. Il **informe** ses clients sur leurs droits et obligations, les démarches à effectuer, les **conseille**, les assiste et **représente** leurs intérêts devant la justice. Il perçoit des honoraires libres. Selon les juridictions, il n'est **pas toujours obligatoire**, mais fortement recommandé.

Barreau : Ensemble des **avocats** installés auprès d'un tribunal judiciaire. À sa tête il y a un **bâtonnier** élu pour deux ans par les avocats.

Bracelet électronique : aménagement de peine permettant d'effectuer une peine d'emprisonnement sans être incarcéré, autrement appelé PSE (placement sous surveillance électronique).

Casier judiciaire : Relevé des **condamnations pénales** d'une personne. Ces informations sont communiquées sous forme de « **bulletins** » : le B1 contient l'ensemble des condamnations et n'est remis qu'à l'autorité judiciaire ; le B2 contient la plupart des condamnations et est remis à certains employeurs (certaines administrations); le B3 ne contient que les délits les plus graves et les crimes. Il ne peut être remis qu'à la personne elle-même sur demande (par courrier ou sur internet).

Civil : Désigne les conflits entre personnes **privées** qui ne constituent pas une infraction au sens de la loi pénale. Ex. : loyers impayés, conflits familiaux, livraisons non conformes,...

Code : Recueil contenant un ensemble de lois, décrets et règlements dans une matière donnée. Ex. : code de la route, code de procédure pénale, code civil,...

Commis d'office : Avocat désigné par le Bâtonnier à l'occasion d'un procès pénal.

Comparution immédiate : Procédure par laquelle un **prévenu** est traduit immédiatement après l'infraction devant le **tribunal correctionnel** pour être jugé le jour même.

Condamnation : Décision de la justice pénale déclarant une personne **coupable** d'avoir commis une infraction et prononçant une **peine** ; ou bien décision de la justice civile condamnant une personne à **verser une somme** d'argent ou à respecter un droit.

Contravention : Infraction pénale la moins grave, punie d'une amende de 38 à 1 500 euros, ou jusqu'à 3 000 euros en cas de récidive, et de certaines peines complémentaires (ex. : suspension du permis de conduire).

Contrôle judiciaire (CJ) : Mesure prononcée par le **tribunal correctionnel** ou le **juge d'instruction** ou encore le **juge des enfants**, ainsi que par le **juge des libertés et de la détention**. Elle contraint notamment une

personne libre convoquée devant le tribunal correctionnel pour un délit ou un crime, à se mettre à la disposition de la justice et à respecter certaines obligations (interdiction de fréquenter certains lieux ou certaines personnes,...).

Crime : Infraction la plus grave passible d'emprisonnement et parfois d'autres peines (ex. : amende, peines complémentaires) jugée par la Cour d'assises.

Débats : Phase d'un procès pendant laquelle la parole est donnée aux différentes **parties** et à leurs **avocats** et au **ministère public**.

Délibéré : Discussion des juges, à laquelle n'assiste pas le public, en vue de rendre leur **décision**.

Délit : Catégorie d'infraction passible de plus de deux mois de **prison** et/ou de plus de 1 500 euros d'**amende**, jugée par le tribunal correctionnel.

Détention provisoire : Mesure pouvant être ordonnée par le **tribunal correctionnel** et exceptionnellement ordonnée par le **juge des libertés et de la détention**, saisi par le procureur, le juge d'instruction ou le juge des enfants, de placer en prison avant son jugement une personne mise en examen pour crime ou délit puni d'**au moins 3 ans d'emprisonnement** (loi du 15 juin 2000).

Détenu : Personne incarcérée dans un établissement pénitentiaire.

Dommages - intérêts : Somme d'argent destinée à réparer le **préjudice** subi par une personne du fait des agissements d'une autre personne.

Établissement pénitentiaire : **Prison**. Il en existe plusieurs sortes selon les catégories de condamnations : **centres de détention, centres pénitentiaires, centres de semi-liberté, maisons d'arrêt, maisons centrales**.

Homicide : Atteinte portée à la vie humaine. Soit **volontaire**, appelée alors meurtre ou même assassinat s'il y avait préméditation, et jugée comme un **crime** ; soit **involontaire**, par maladresse, inattention ou imprudence, et jugée alors comme un **délit**.

Huis-clos : **Audience** pénale tenue hors la présence du public. Le président d'une juridiction ordonne le huis-clos pour préserver l'ordre public, des secrets d'État ou la vie intime des personnes. Obligatoire dans certains cas.

Infraction : Action ou comportement interdit par la loi et passible de sanctions pénales prévues par le code pénal : amende, peine d'emprisonnement, peines complémentaires,... On distingue 3 catégories d'*infraction*, selon leur gravité et les peines encourues : les **contraventions**, les **délits** et les **crimes**.

Magistrats du siège : Ce sont les juges. Ils parlent et rendent leurs décisions assis.

Mandat d'arrêt : Ordre donné par le juge d'instruction ou prononcé par le tribunal à la force publique, de rechercher, d'arrêter une personne et de la conduire à la maison d'arrêt.

Mandat de dépôt : Ordre donné par un magistrat au chef d'un établissement pénitentiaire de recevoir et de maintenir en détention une personne.

Officier de police judiciaire : La police judiciaire désigne l'autorité chargée de constater les infractions, d'en rechercher les auteurs et de rassembler les preuves. Ses membres (pas forcément des policiers) sont des fonctionnaires dotés de la qualité **d'officier** ou **d'agent de police judiciaire**. Les **OPJ** sont les seuls compétents pour des actes comme le placement en garde à vue ou la perquisition à domicile.

Ordre public : Désigne au sens large l'ensemble des règles édictées dans l'intérêt général qui régissent la vie en société. Une règle est dite *d'ordre public* lorsqu'elle est obligatoire et s'impose pour des raisons impératives de protection, de sécurité ou de moralité.

Parquet ou Ministère public : Ensemble des **magistrats**, ayant l'opportunité des poursuites (ce sont eux qui décident s'il y a lieu de poursuivre une personne ou non en raison des faits commis), ils sont chargés de réclamer l'application de la loi **au nom de la société** devant le Tribunal en prenant des réquisitions. Au TJ ce sont le **procureur** de la République et adjoints, vice-procureur et substituts. Ils parlent debout.

Devant la Cour d'assise on les nomme les avocats généraux.

Parties : Personnes physiques ou morales (sociétés, associations,...), privées ou publiques, engagées ou concernées par une procédure judiciaire ou un procès.

Partie civile : Lorsqu'une personne est victime d'une infraction et qu'elle subit un préjudice, elle peut demander réparation contre son auteur à condition de **se constituer partie civile** (par écrit ou oralement le jour de l'audience).

Perquisition : Mesure d'enquête qui permet de rechercher des éléments de preuve d'une infraction au domicile d'une personne ou dans tous lieux où peuvent se trouver des objets dont la découverte serait utile à la manifestation de la vérité.

Plainte : Moyen pour une personne qui se prétend **victime** d'une infraction de **saisir la justice**. Les plaintes peuvent être déposées aux services de police, de gendarmerie ou adressées au procureur de la République.

Préjudice: Lorsque vous subissez un préjudice (vol, blessures, etc.), vous pouvez faire une demande de dommages-intérêts en justice et être indemnisé par le responsable du fait à l'origine du préjudice. En cas d'absence de responsable, vous pouvez dans certains cas être indemnisé par un fonds de garantie spécialisé. Le préjudice peut être: physique, matériel, moral, économique, esthétique.

Prévenu : Personne (en liberté ou incarcérée dans un établissement pénitentiaire) poursuivie pour une **contravention ou un délit**, et qui n'a pas encore été jugée ou dont la condamnation n'est pas définitive. On parle d'accusé devant la Cour d'assise.

Procédure : Ensemble de formalités prévues par la loi à remplir pour agir devant une juridiction avant, pendant et jusqu'à la fin du procès.

Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) : Direction et services du ministère de la Justice chargés de la réinsertion sociale des **jeunes délinquants** et du suivi des **mineurs en danger**.

Travail d'intérêt général : Mesure consistant pour le condamné à effectuer un travail non rémunéré au profit d'une collectivité publique (ex : municipalité) ou d'une association agréée. Elle est prononcée par le tribunal correctionnel (pour les majeurs) ou par le tribunal pour enfants (pour mineurs délinquants âgés de 16 à 18 ans), à titre principal ou comme substitution à une peine d'emprisonnement, ou en complément d'une peine prononcée avec sursis.

Recel : Fait de détenir une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou d'un délit. Il est puni de 5 ans d'emprisonnement.

Récidive (légale) : Situation d'un individu déjà condamné qui commet, selon certaines conditions et dans un certain délai, une nouvelle infraction pouvant entraîner le prononcé d'une peine plus lourde que celle normalement prévue.

Scellés : En matière pénale, mesure ordonnée afin de conserver les pièces à conviction à la disposition de la justice.

Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) : Structure chargée du suivi des personnes condamnées, incarcérées ou non : suivi individuel, préparation à la sortie, enseignement, travail, propositions de soins, sport et lutte contre la toxicomanie.

Sursis : Mesure accordée par une juridiction pénale, qui dispense une personne condamnée d'exécuter la peine en tout ou en partie. Il existe principalement deux sortes de *sursis* :

1. Le sursis simple : le condamné est dispensé d'exécuter la peine prononcée.

2. Le sursis probatoire : le condamné est dispensé d'exécuter la peine prononcée, mais il doit se soumettre à certaines obligations fixées par le juge (ex: obligations de soins). S'il n'exécute pas ses obligations, il devra exécuter la peine.

Victime : Personne ayant subi une infraction pénale (vol, violence, incendie de voiture...)

□ LES MÉTIERS DE LA JUSTICE

Pour exercer les métiers de la justice, il est nécessaire de passer des concours qui évaluent le niveau de compétences des candidats :

- **Pour devenir magistrat**, il faut passer le concours d'entrée à l'école nationale de la magistrature (bac +4 minimum). La formation de 31 mois est commune aux juges et aux procureurs, qui ont tous le même statut de magistrat.
- **Pour devenir avocat**, il faut passer le concours d'entrée au centre régional de formation professionnelle des avocats (CRFPA) avec une formation de 12 mois validée par l'obtention du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA).
- **Pour devenir greffier**, il faut passer un concours de l'école nationale des greffes avec un minimum de bac +2 (formation de 12 mois).

D'autres professions moins connues travaillent pour la justice :

- **Les directeurs des services de greffe judiciaires** : sont chargés de l'organisation, de la gestion humaine et budgétaire des services de greffe. Les DSG passent un concours de l'école nationale des greffes avec au minimum un bac +3 (formation de 18 mois).
- **Les adjoints administratifs** : ils sont recrutés par la voie du concours externe ou interne, ou sur dossier. Ils sont chargés de tâches de secrétariat, d'aide au greffe.

Les directeurs des services de greffe judiciaires sont chargés de l'organisation, de la gestion humaine et budgétaire des services de greffe. Les conseillers Pénitentiaire d'Insertion et de Probation prennent en charge les personnes majeures condamnées par la justice et les accompagnent dans leurs démarches d'insertion. Les éducateurs de la PJJ assurent la prise en charge des mineurs suivis par la justice, à travers l'élaboration d'un projet individuel pour chacun d'eux. Les personnels de l'administration pénitentiaire assurent la garde des personnes détenues. Toutes ces personnes sont des fonctionnaires de la justice, c'est-à-dire qu'ils sont salariés et rémunérés par l'État, à l'exception des avocats qui sont rémunérés par les personnes qu'ils défendent : victimes ou prévenus

Toutes ces personnes sont des **fonctionnaires de la justice**, c'est-à-dire qu'ils sont salariés et rémunérés de l'État, à l'exception des avocats qui sont rémunérés par les personnes qu'ils défendent : victimes comme prévenus.

LIENS UTILES ET RESSOURCES LOCALES

● Le D-Code - Point d'Accès au Droit des Jeunes :

Pourquoi ? Pour vous aider à connaître et à faire valoir vos droits. Une juriste assure un accueil, une écoute et oriente si besoin vers les structures adaptées

Où ? Cours des Alliés (Métro A - Charles De Gaulle), au Karrez (Le Blosne) et au Clair détour (Maurepas)

Pour plus d'informations : padj@le4bis-ij.com - 02.99.31.85.00

www.le4bis-ij.com/action/le-point-dacces-au-droit-des-jeunes-padj-le-d-code/

● Le Groupe de défense des mineurs du barreau de Rennes :

Pourquoi ? Pour répondre à toute question en lien avec un conflit familial, des formalités administratives (droit des étrangers) ou de droit pénal (victimes ou auteurs).

Où ? A la Cité judiciaire, au D-Code et au Clair détour (Maurepas)

Pour plus d'informations : 06 95 53 18 63 – de 9h à 18h tous les jours

www.groupe-defense-mineur.com

● Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit d'Ille-et-Vilaine :

Pourquoi ? Pour connaître les permanences juridiques gratuites, confidentielles et anonymes accessibles sur le département d'Ille-et-Vilaine.

Pour plus d'informations : www.cdad-ca_rennes@justice.fr

Enfance maltraitée : 119

Plate-forme départementale violences conjugales : 02 99 54 44 88

Violences information femmes : 39 19

Viol femmes information : 0800 05 95 95

Défenseur des droits : www.anti-discriminations.fr ou 39 28

Numéro européen pour les victimes 11 60 06 ou par mail victimes@france-victimes.fr Hébergement d'urgence : 115

Chat pour signaler des violences faites aux femmes : www.arretonslesviolences.gouv.fr

Livret réalisé par le Conseil Départemental de l'Accès au Droit d'Ille-et-Vilaine

